

Champagne à Jérusalem, sang à Gaza

mardi 15 mai 2018, par [FOX Tessa](#), [SMOLAR Piotr](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2018).

Sommaire

- [Jérusalem fête son ambassade](#)
- [« C'est notre terre » : le \(...\)](#)

Jérusalem fête son ambassade américaine, Gaza pleure ses morts

Tandis qu'Israël fêtait lundi son 70^e anniversaire et le déménagement de l'ambassade américaine, à Gaza, 58 Palestiniens qui manifestaient à la frontière ont été tués.

Champagne à Jérusalem, sang à Gaza. Les responsables israéliens levaient leur coupe, lundi 14 mai, en dépit des événements dramatiques survenus au même moment dans le territoire palestinien enclavé. Tandis que l'Etat hébreu fêtait le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem, des dizaines de milliers de Palestiniens répondaient au rendez-vous fixé depuis six semaines pour protester le long de la clôture. Une heure et demie de route séparait ces deux mondes parallèles.

En famille, en bus, à moto, le plus souvent à pied, les Gazaouis ont afflué pour parachever la « marche du grand retour » entamée le 30 mars et censée se conclure le 15 mai. Une marche pour réclamer les terres perdues au moment de la création d'Israël, il y a soixante-dix ans, mais d'abord la fin du blocus israélo-égyptien qui enserme Gaza. Le bilan de cette journée est le plus grave depuis le début du mouvement : au moins 58 personnes ont été tuées, dont plusieurs mineurs de moins de 16 ans, et plus de 1 350 blessés par balles, selon les autorités locales. Soit plus de 100 morts en six semaines.

Tel est le prix inouï que les Gazaouis étaient prêts à payer pour se maintenir sur la carte des préoccupations mondiales. Ils rêvent de franchir la clôture, d'abolir les murs de leur prison. Plus simplement, ils réclament le droit à ne pas être oubliés, alors qu'Israéliens et Américains, en pleine symbiose, les réduisent à des êtres violents, manipulés par le Hamas.

« Si une génération meurt, une autre la remplacera »

Pour mieux saisir cette attente, il faut s'asseoir dans une maison du camp de Bourej. Au fond d'une ruelle aux murs tagués se trouve l'entrée du domicile de la famille Amar. Le grand-père est arrivé en 1948, au moment de la Nakba, la « catastrophe », l'exode des Palestiniens lors de la création d'Israël. La maison est construite en parpaings, sans fenêtre. C'est un cloaque plongé dans la pénombre jour et nuit, en dehors des quatre heures quotidiennes d'électricité. Dans le frigo, un bac plein de tomates, un peu de verdure. Au congélateur, des piles de pain pita. C'est tout. Dans la chambre des enfants, pas un jouet. Un grand tableau pour écrire ; deux autocollants sur les murs décatis. On dort sur de minces matelas.

Un homme âgé s'écroule atteint par une balle tirée par des soldats israéliens, à l'est de Khan Younès, près de la frontière avec Israël, le 14 mai.

Jaber Amar, 39 ans, vit ici avec ses huit enfants et sa femme Tahir. Son frère Ayman et sa propre

famille habitent dans l'aile voisine du bâtiment. Jaber appartient au Hamas, Ayman au Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas. Tous vont aux rassemblements hebdomadaires à la frontière. « Si une génération meurt, une autre la remplacera, dit Jaber. Les Palestiniens se sont toujours sacrifiés dans la lutte pour leurs droits. »

Les gamins curieux bourdonnent autour de nous. Jana, 9 ans, serre un cahier d'écolière. Elle feuillette les pages : on y voit ses dessins naïfs et colorés, des photos découpées du dôme du Rocher à Jérusalem, des stickers typiques de son âge. Mais les légendes en arabe convoquent une réalité d'adulte. Elles parlent de retour, « un droit comme le soleil ». Son frère Mohammed, 7 ans, exhibe fièrement une grosse clé suspendue à une chaîne rouillée. Celle du grand-père, ouvrant le paradis perdu et fantasmé : la maison familiale jusqu'en 1948.

Chez tous les Gazaouis assez motivés pour manifester, le passé et le présent se confondent, les pleurs des aïeux et leurs propres frustrations forment un seul torrent. « Dire que le Hamas est derrière la marche, c'est de la propagande israélienne, qui leur donne une excuse pour nous tuer », affirme Ayman, un vieux keffieh noué autour du cou.

Envie rageuse de s'approcher de la clôture

Nous marchons jusqu'au point de rassemblement à l'est de Bourej. Dès le matin, tout est en place : la sono saturée, les étals de nourriture et de jus, le point médical pour accueillir les premiers blessés. Tandis que les vieillards appuyés sur leur canne méditent en silence sous une tente, abrités du soleil, des jeunes surexcités s'occupent de l'atelier cerfs-volants. « Amérique, ton ambassade est en danger », « le F-16 de Gaza »... A chacun son inscription. Il faut leur attacher une matière inflammable, puis compter sur le vent favorable afin que l'engin franchisse la clôture. A défaut des êtres humains.

Mais les cerfs-volants sont visés par les soldats, ou bien ils tournoient sans savoir où aller. Sous eux, au sol, c'est l'anarchie, la spontanéité de la foule qui se monte la tête toute seule. Il n'y a ni organisateurs, ni service d'ordre, ni armes à feu, ni stratégie paramilitaire. Seulement des milliers de jeunes livrés à eux-mêmes, à leur envie rageuse de s'approcher de la clôture, clairement encouragés par les factions politiques. « On entrera après la prière, annonce-t-on au microphone, avant la prière de la mi-journée. Que Dieu vous protège ! » Un camion vient d'arriver, transportant sous les acclamations une vingtaine de grands pneus. Bientôt, un mur de fumée noire va obscurcir la vision des snipers et des drones israéliens.

Haut responsable du mouvement Jihad islamique, Khaled Al-Batsh, est en visite. Il se lave les mains de la suite des événements. « On n'a rien prévu parce que ce sont les jeunes qui décident. » Il prévoit la poursuite de la « grande marche » jusqu'à début juin. « On utilise une méthode populaire, les pierres et les pneus. Qui tue, eux ou nous ? » Selon l'armée israélienne, trois équipes armées du Hamas ont essayé de dissimuler des engins explosifs artisanaux au pied de la clôture et de viser les soldats. En retour, Israël a procédé à des frappes aériennes et des tirs d'artillerie contre des positions du mouvement islamiste. L'un de ces tirs est tombé à quelques dizaines de mètres de nous, près du lieu de rassemblement à l'est de Shejayia, alors que le gros des manifestants rebroussait chemin, fourbu.

La mort radicalise

A Shejayia, la configuration topographique est différente de celle près de Bourej. Une vaste étendue plane et désertique s'étend entre la route de terre et la clôture, gardée par les soldats israéliens. La grande nouveauté, lundi, est le nombre imposant de Palestiniens - 2 000, voire 3 000 - qui pénètrent cette bordure en principe interdite, sous peine d'être visés. Le nombre élevé de victimes peut aussi

s'expliquer par cette audace décuplée, en plus de règles d'engagement très strictes des soldats.

Parmi les manifestants, une chaîne humaine s'est tendue pour approcher à quelques encablures des barbelés, sans pouvoir les cisailer. Une poignée de femmes, silhouettes noires agitant les bras, incitent les jeunes à avancer. Lorsque la menace se précise, un véhicule blindé israélien approche. Son canon déclenche une salve de cartouches traçant des traînées blanches dans la fumée noire des pneus, et le gaz lacrymogène se répand aux pieds des manifestants, avant d'être chassé par le vent contraire. Les sauveteurs, eux, évacuent les blessés par balles.

A deux cents mètres dans leur dos, des groupes étoffés d'hommes observent la scène, les bras croisés. Ils se croient à l'abri des tirs et suivent les acteurs de la confrontation, à laquelle ils participent à leur manière. Youssef El-Galaïni, 26 ans, s'est assis. Originaire du camp de Shejayia, il est professeur de sport pour des enfants de 12 ans et membre de longue date du Hamas. « Je dis à mes élèves qu'il faut participer à la marche, explique-t-il en se lissant le menton. L'occupant israélien dit que les adultes mourront et que les jeunes oublieront. C'est pour ça qu'ils doivent être là. »

Dans ce regroupement de curieux, on retrouve Ahmed Abou Irtema. Il y a six semaines, avant le premier rassemblement, il nous avait raconté son rêve. Ce militant est l'un des organisateurs originels de la marche. C'est lui qui en décembre, sur Facebook, avait appelé à un rassemblement populaire pacifique. Il est encore là, en ce 14 mai, à Shejayia. Mais, comment dire ? Un peu distant. « Les morts vont accentuer la colère palestinienne et aggraver l'image d'Israël comme Etat criminel », dit-il. Puis le militant reconnaît que la marche s'est éloignée de son rêve. La mort radicalise. « Oui, il y a des différences. Les pneus, les cerfs-volants, la clôture qu'on veut couper. Mais l'essentiel, c'est le massacre commis par les Israéliens. »

Piotr Smolar (Gaza, envoyé spécial)

* LE MONDE | 15.05.2018 à 00h20 • Mis à jour le 15.05.2018 à 08h58 :

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/05/15/jerusalem-fete-son-ambassade-americaine-gaza-pleure-ses-morts_5298932_3218.html#XzGK3lvaA7Yyjf.99

« C'est notre terre » : le transfert de l'ambassade américaine scandalise les réfugiés de Jérusalem

#Jérusalem

Pour les Palestiniens qui ont dû fuir les quartiers et villages situés à l'ouest de Jérusalem en 1948, Donald Trump n'a pas le droit de reconnaître Jérusalem en tant que capitale d'Israël.

JÉRUSALEM - Naïme al-Sheik Ali avait à peine 9 ans lorsque son père lui a annoncé qu'ils devaient quitter leur village de Beit Thul pour sauver leur vie.

Quelques heures plus tard, à minuit le 1^{er} avril 1948, des forces paramilitaires juives étaient postées dans les collines entourant Beit Thul, qui est situé à quelques kilomètres à l'ouest de Jérusalem.

« Lorsqu'ils sont arrivés, ils ont commencé à tirer. Alors nous avons fui », a raconté Naïme al-Sheik Ali à Middle East Eye, se remémorant les événements d'il y a 70 ans qui ont façonné sa vie jusqu'à aujourd'hui.

Cette nuit-là, Naïme est devenue l'une des 700 000 réfugiés palestiniens déplacés par les forces juives pendant la guerre israélo-arabe de 1948, au cours de laquelle Israël a déclaré son indépendance, le 14 mai.

« Lorsque le massacre a commencé, les [paramilitaires] ont pris un enfant, l'ont attaché sur une jeep de l'armée et l'ont conduit dans différents quartiers de Jérusalem, en disant "Il vous arrivera la même chose si vous ne partez pas" »

- Mohammed Abu Kaya, réfugié de la troisième génération

De nombreux réfugiés ont fini dans des camps en Jordanie, en Syrie, au Liban, à Gaza, en Cisjordanie et même à Jérusalem-Est, où ils vivent toujours avec leurs descendants, faisant grimper le nombre de réfugiés à plus de 5 millions à ce jour, selon l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine.

Mohammed Abu Kaya, dont le nom a été modifié pour protéger sa vie privée, est un réfugié de la troisième génération. Le massacre orchestré par les forces juives dans le village de Deir Yassin, à l'ouest de Jérusalem, est la raison qui a poussé son grand-père à fuir sa maison.

On estime qu'au moins 110 personnes, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées, auraient été tuées le 9 avril 1948 par des miliciens du Lehi et de l'Irgoun lors de leur assaut contre Deir Yassin, un village stratégique sur la route entre Tel Aviv et Jérusalem.

« Il vous arrivera la même chose »

« Lorsque le massacre a commencé, les [paramilitaires] ont pris un enfant, l'ont attaché sur une jeep de l'armée et l'ont conduit dans différents quartiers de Jérusalem, en disant "Il vous arrivera la même chose si vous ne partez pas" », a indiqué Abu Kaya, racontant l'histoire de son grand-père à MEE. Son grand-père et sa famille ont alors fui en Égypte.

À Jérusalem-Ouest se situe également le quartier d'Arnona. Comme de nombreux centres de population palestiniens, Arnona a été envahi en 1948 par des combattants de la Haganah, principale force paramilitaire juive de la Palestine sous le mandat britannique.

Aujourd'hui, c'est dans ce quartier israélien huppé que se situe le bâtiment du consulat des États-Unis. C'est ici que le gouvernement américain déplace temporairement son ambassade de Tel Aviv ce lundi 14 mai.

Israël revendique Jérusalem comme sa « capitale pleine et entière », tandis que les Palestiniens revendiquent la ville comme la capitale d'un futur État palestinien.

Cependant, aucun pays n'a actuellement son ambassade à Jérusalem parce qu'une telle démarche est largement considérée comme une violation du droit international.

En vertu de la résolution 181 des Nations unies, qui stipulait en 1947 les conditions de la partition de la Palestine en un « État arabe » et un « État juif », Jérusalem devait être administrée par l'ONU sous un « statut international spécial ».

L'accord d'armistice de 1949 qui a officiellement mis fin à la première guerre israélo-arabe divise la ville le long de la « ligne verte » avec les zones occidentales contrôlées par Israël d'un côté et

Jérusalem-Est, qui comprend la vieille ville, contrôlé par la Jordanie de l'autre.

L'occupation israélienne de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie depuis la guerre des Six Jours en 1967 est largement reconnue comme illégale et viole d'autres résolutions de l'ONU.

Alors pour les Palestiniens, la souveraineté sur la ville n'est pas quelque chose que les dirigeants d'autres pays peuvent déterminer, comme l'a fait le président américain Donald Trump lorsqu'il a annoncé le transfert de l'ambassade en décembre.

Toutefois, Abu Kaya considère que Trump, en déclarant que Jérusalem était la capitale d'Israël, a au moins enlevé la « feuille de vigne de la diplomatie américaine » qui avait permis à Washington de se présenter comme un médiateur entre Israël et les Palestiniens.

« Les États-Unis ne sont pas un intermédiaire honnête, pas maintenant et ils ne le seront jamais », a-t-il estimé.

*« Les États-Unis ne sont pas un intermédiaire honnête, pas maintenant et ils ne le seront jamais »
- Mohammed Abu Kaya*

D'aucuns argumentent que le transfert de l'ambassade américaine a tué toute possibilité d'une solution à deux États, qui accorderait à la Palestine un État avec ses frontières le long de la ligne verte et Jérusalem-Est comme capitale.

Cette solution est une rhétorique appuyée par la majorité de la communauté internationale, y compris l'ONU, ainsi que par l'Autorité palestinienne – qui dirige la Cisjordanie.

Cependant, la solution à deux États n'est pas favorable aux réfugiés palestiniens qui ont fui leurs villages en 1948 ou pendant la guerre des Six Jours.

Le droit au retour des réfugiés est consacré par la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée en décembre 1948. Néanmoins, les réfugiés palestiniens savent que leur retour ne sera pas possible si la Palestine historique est divisée en deux nations.

Ce qui est important de souligner au moment où l'ambassade des États-Unis s'installe dans un quartier de Jérusalem-Ouest, ce n'est pas la mort d'une solution à deux États, mais le fait que le bâtiment sera situé sur des terres volées à ses propriétaires légaux en 1948.

« Toute Jérusalem a été occupée »

Amany Khalifa, coordinatrice du réseau local de mobilisation Grassroots Jerusalem, considère comme de l'« hypocrisie » la position de la plupart des pays qui reconnaissent les frontières d'Israël de 1948 tout en condamnant son annexion ultérieure de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie en 1967.

« Ce qui a été occupé par Israël en 1948 est légitime [en vertu du droit international] et ce qui a été occupé par Israël en 1967 est illégal et illégitime. Personnellement, en tant que Palestinienne, je ne fais pas cette distinction entre les zones : à mes yeux, toute Jérusalem a été occupée et même deux fois », a-t-elle déclaré à MEE.

« Ce qui a été occupé par Israël en 1948 est légitime [en vertu du droit international] et ce qui a été occupé par Israël en 1967 est illégal et illégitime. Personnellement, en tant que Palestinienne, je ne fais pas cette distinction entre les zones : à mes yeux, toute Jérusalem a été occupée et même deux fois »

- Amany Khalifa, coordinatrice du réseau Grassroots Jerusalem

« Dans les deux cas, ce sont des terres palestiniennes ; selon moi, il ne faut pas se demander si c'est au-delà de la ligne verte ou non, mais la question devrait plutôt être intégrée dans le contexte de la Palestine. Ce projet colonial n'a pas commencé en 1967.

« Même sur la base du droit international [...] les réfugiés ont le droit de retourner sur leurs terres, mais cela n'a jamais été concrétisé. Le droit international ne rendra jamais justice aux Palestiniens », a conclu Amany Khalifa.

Naïme al-Sheik Ali, la réfugiée palestinienne, partage cet avis : « Cette terre est la nôtre, personne n'a le droit d'agir comme bon lui semble sur cette terre, que ce soient les Américains ou les Israéliens. Trump a déclaré que la Palestine appartient aux juifs, il n'a pas le droit de dire cela. »

Alors même que les Palestiniens pleurent la Nakba, Israël célèbre le 70^e anniversaire de son « indépendance ».

Selon un communiqué publié en février par l'ambassade des États-Unis en Israël, l'ouverture des bureaux de l'ambassade dans le complexe du consulat existant à Arnona n'est que temporaire.

« En parallèle, nous avons commencé à rechercher un site pour notre ambassade permanente en Israël, dont la planification et la construction seront une entreprise à plus long terme », a précisé le communiqué.

Ce communiqué laisse en suspens la question de savoir pourquoi le gouvernement américain a dû précipiter le transfert de l'ambassade si l'emplacement était voué à être temporaire.

« Voilà ce que les États-Unis disent au gouvernement sioniste : "C'est une année importante pour vous, le 70^e anniversaire de la création d'Israël [...] Nous vous soutenons dans ce projet, celui du régime sioniste, et nous affirmons au monde entier qu'Israël a le droit d'occuper toute la Palestine" », a déclaré Khalifa.

Une ambassade sur des terres palestiniennes

Le terrain sur lequel l'ambassade des États-Unis sera finalement construite, situé dans le quartier d'al-Baqa al-Fawqa, à Jérusalem-Ouest, est également une terre prise par Israël à ses propriétaires palestiniens.

Elle était à l'origine la propriété de Maqdissian Taham al-Khalili et de sa sœur Hussein al-Fetyani, qui l'ont achetée dans les années 1920.

Selon des informations relayées par Al Jazeera, un contrat a été signé entre Israël et les États-Unis en 1989 pour un bail de 99 ans au prix d'1 dollar par an. Dans le contrat qu'Israël a esquissé, la terre devait servir à la construction d'une ambassade.

À la mort d'al-Khalili, la propriété du terrain a été transférée à son fils Ali al-Fetyani qui, avant de mourir, l'a cédé à son fils Daoud al-Fetyani, qui détient toujours les documents prouvant qu'il en est propriétaire.

MEE a contacté Daoud al-Fetyani, mais celui-ci a refusé d'être interviewé.

Israël continue d'appliquer une loi sur la propriété des absents qui confie à un gardien la mission de prendre en charge les terres laissées vacantes par les réfugiés palestiniens qui ont dû fuir leur foyer.

Abu Kaya a expliqué que la loi était un moyen pour le gouvernement israélien de remettre des

propriétés privées palestiniennes aux colons juifs mais aussi, dans ce cas, au gouvernement américain.

Cette loi est applicable aux terres appartenant à la famille al-Fetyani, dans la mesure où les propriétaires initiaux ont fui le pays.

« Les États-Unis et l'État d'Israël peuvent aisément faire tout ce qu'ils veulent [avec les terres] », a déclaré Abu Kaya.

« Toutes les familles sont dans le même bateau, [cette loi s'applique à toutes] les propriétés qui ont été volées à ceux qui ont fui. »

Tessa Fox

* MEE, 14 mai 2018. Dernière mise à jour : 14 mai 2018 :

<http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/c-est-notre-terre-le-transfert-de-l-ambassade-am-ricaine-scandalise-les-r-fugi-s-de-j>

* Traduit de l'anglais (original) par VECTranslation.
